RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE POUR LE BUDGET 2021

En application de l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Locales

CONSEIL MUNICIPAL du 23 novembre 2021

PREAMBULE

Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) est un exercice réglementaire imposé par l'article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales. Il doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

C'est une étape essentielle de la vie démocratique d'une ville. Il permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires qui préfigureront les priorités déclinées dans le projet de budget primitif et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Promulguée le 7 Août 2015, la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) en a modifié les modalités de présentation. Ainsi, l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le rapport d'orientation budgétaire (ROB) doit comprendre des informations sur l'analyse prospective, sur les principaux investissements, le niveau de la dette et son évolution, les taux d'imposition. Pour les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport doit aussi comprendre la présentation de la masse salariale ainsi que la structure, l'évolution des dépenses et des effectifs.

Par ailleurs, les informations figurant dans le ROB doivent faire l'objet d'une publication, notamment sur le site Internet de la commune (lorsqu'elle en possède un), et le débat afférent à la présentation de ce rapport doit désormais obligatoirement faire l'objet d'une délibération spécifique.

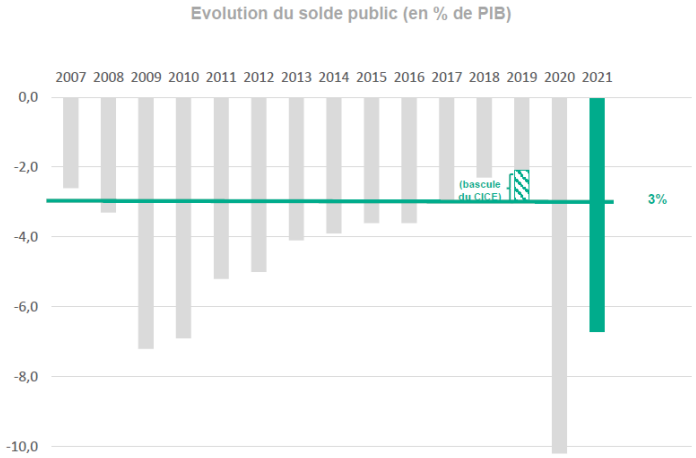
Enfin, le ROB doit dorénavant être transmis au représentant de l'Etat dans le département, ainsi qu'au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont la commune est membre.

Remarques liminaires :

La crise sanitaire semble vouloir perdurer jusqu'à l'été 2021, continuant de mettre à mal les prévisions de notre budget 2020 et rendant compliqué la construction de celui pour l'année 2021.

1 – LE CONTEXTE ECONOMIQUE 2021

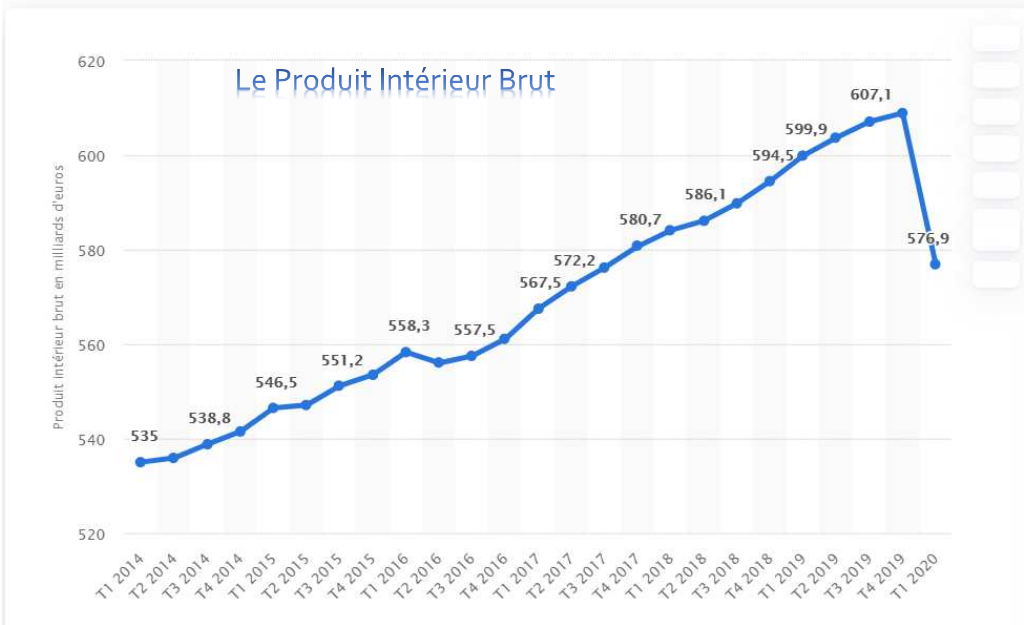
1.1 LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES



En 2021, le déficit public se réduirait pour atteindre 6,7 % du PIB, soit une amélioration de 3 ½ points de PIB par rapport à 2020 (10,2 % du PIB).

En % de PIB	2018	2019	2020	2021
Déficit public	-2,3%	-3,0%*	-10,2%	-6,7%
Dette publique	98,1%	98,1%	117,5%	116,2%

(en milliards d'euros)



Le niveau d'endettement public décroîtrait en 2021 pour atteindre 116,2 % du PIB. La dette liée à la crise sanitaire et aux mesures d'urgence et de relance de l'activité économique conduiront à mettre en place un mécanisme pour cantonner et apurer la dette COVID.

1.2 CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

Dans le PLF pour 2021, les Prélèvements Sur Recettes au profit des collectivités territoriales s'élèvent à 43,2 Md€, en augmentation d'un peu plus de + 2 Md€ par rapport à la LFI pour 2020, mais dans le détail et en ce qui nous concerne :

AE=CP ; en €	LFI 2020	PLF 2021 (périmètre constant)	Mesures de périmètre du PLF 2021	PLF 2021 (périmètre courant)
Total PSR	**41 246 740 001**	**45 476 024 619**	**- 2 227 898 510**	**43 248 126 109**
Dont :				
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF)	26 846 874 416	26 845 374 416	- 89 005 981	26 756 368 435
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	6 000 000 000	6 546 000 000		6 546 000 000

Dans le PLF pour 2021, la DGF et le FCTVA représentent 77 % du montant total des PSR, mais son enveloppe diminue par rapport à 2020 au profit du FCTVA.

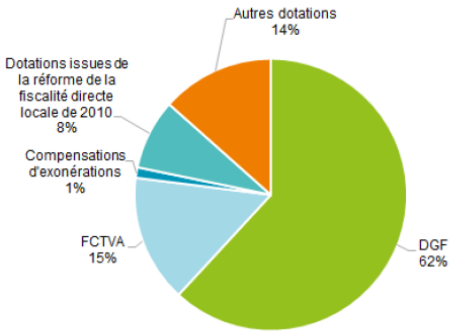


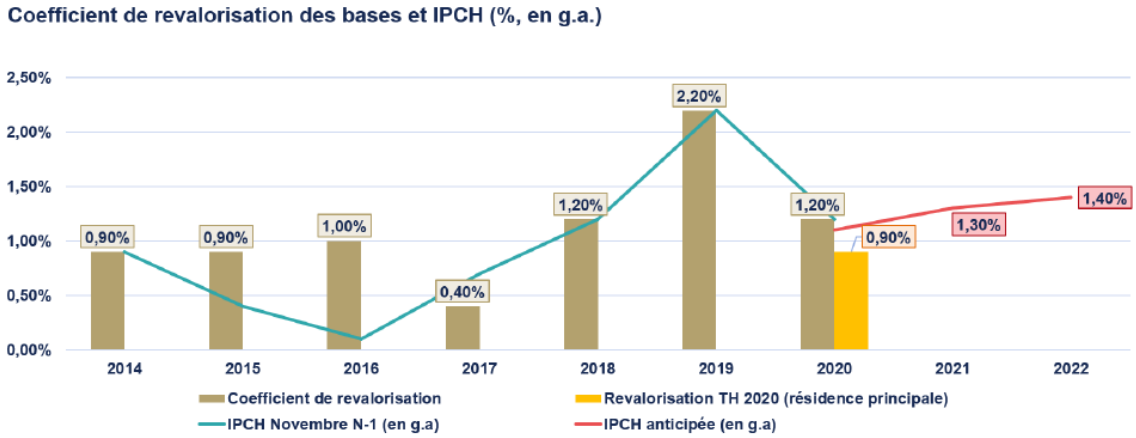
Figure 26 : Répartition des PSR au bénéfice des collectivités locales en 2021
Source : PLF pour 2021, calculs direction du budget

les baisses de DGF sont corrigées par les dotations de péréquations :

Dotations de péréquations (en M€)	Montant 2020 (LFI 2020)	Progression proposée dans le PLF 2021	Montant 2021 (PLF 2021)	Evolution 2020-2021
Dotation de solidarité urbaine (DSU)	2 381	90	2 471	3,8%
Dotation de solidarité rurale (DSR)	1 692	90	1 782	5,3%
Dotation nationale de péréquation (DNP)	794	-	794	0,0%
Dotation d'intercommunalité	1 593	-	1 593	0,0%
Dotation de péréquation départements	1 513	10	1 523	0,7%
Dotation d'intercommunalité	1 562	31	1 593	0,0%
Total péréquation	**9 535**	**190**	**9 756**	**2,3%**

Pour autant, nous verrons à l'article « Dotations » que la péréquation et donc la hausse de la DSU, bénéficie beaucoup moins vite à la commune que la baisse constante et massive de la DGF.

1.3 MESURES FISCALES

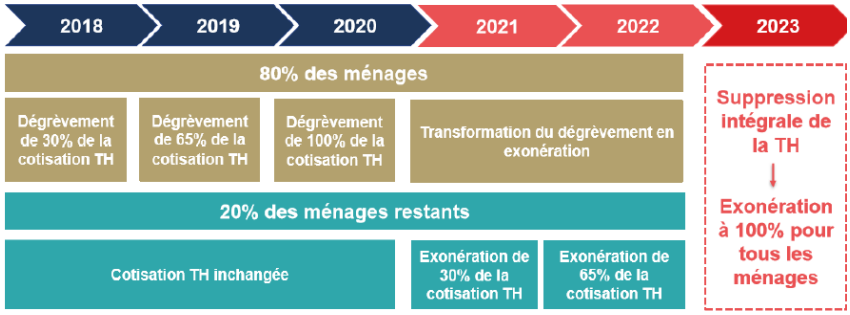


Pour rappel, en 2020, le gouvernement a souhaité dans un premier temps geler la revalorisation sur les bases de TH, sous couvert de réforme de la fiscalité locale, mais il a finalement consenti à appliquer une revalorisation de + 0,9% sur les bases de TH résidences principales, un niveau qui reste malgré tout décorrélé du coefficient de revalorisation légal qui était de +1,2%. Pour ce qui est des bases foncières et des résidences secondaires, c'est bien le coefficient légal de +1,2% qui a été appliqué.
En sera-t-il de même pour l'exercice 2021 ? La dé-corrélation restant toujours de mise.

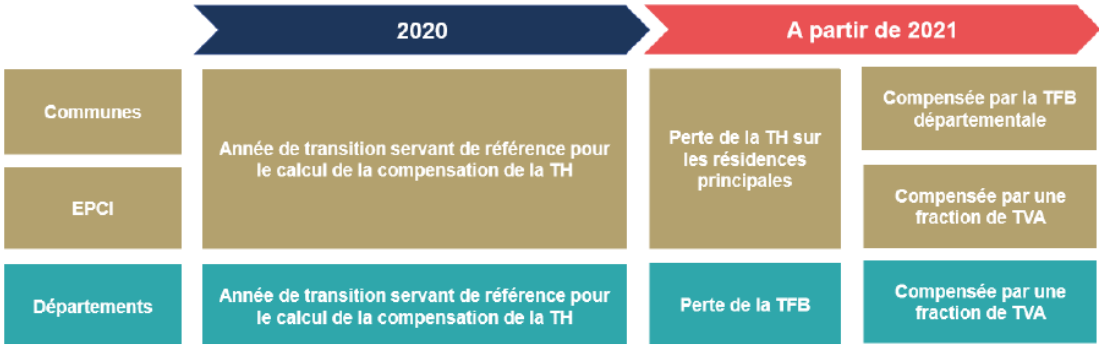
1.31 VERS UNE SUPPRESSION DE LA TAXE D'HABITATION

Rappel de la réforme de la fiscalité locale :

A. Le calendrier pour les contribuables



B. Le calendrier pour les collectivités



C. Pouvoir de taux et d'abattements

Action sur ...	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de TH	✓	✗	Plus applicable		
Abattements TH	✓	✗			
Taux de THRS,TLV, THLV	✓	✗	✗	✗	✓
Taux GEMAPI	✓	✗	✓	✓	✓
Taux de TFPB	✓	✓	✓	✓	✓
Abattements TFPB	✓	✓	✗	✓	✓
Exonération et VL TFPB	✓	✓	✗	✓	✓

Afin de faciliter la mise en place de la future réforme des bases fiscales, le pouvoir d'exonération et d'abattement des communes en matière de TFPB est suspendu au titre de l'année 2021.

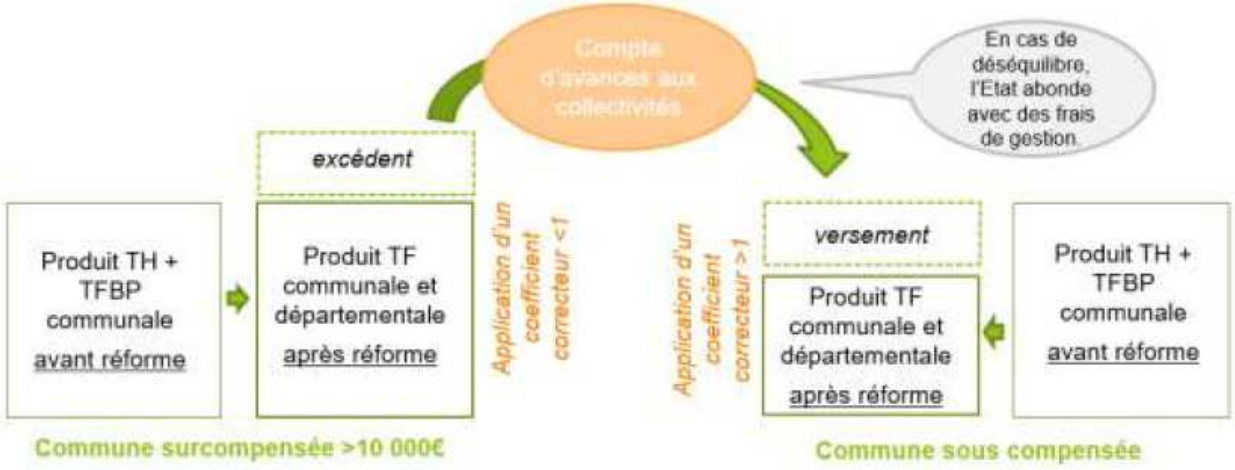
A terme, le « nouveau panier fiscal », issu de la suppression de la taxe d'habitation et de la révision des valeurs locatives offrira des compensations « dynamiques » aux collectivités, tout en étant ancré dans le temps.

L'État assumera la compensation intégrale des collectivités sur ses propres ressources et supportera, seul, le coût de cette suppression d'impôt sans précédent. Ce nouveau schéma de financement garantit donc, selon les dires de l'Etat, une compensation à l'euro près des collectivités, tout en leur affectant des ressources pérennes et dynamiques. Espérons-le.

D'autre part, la crise économique engendrée par la crise sanitaire a obligé l'Etat à mettre en place un plan de relance qui a supprimé 1.75 milliards d'euros de taxe foncière Entreprise. Et malheureusement, il semble que, comme pour la TH l'Etat ne compensera pas la totalité de ces baisses de TF. En effet, le montant compensé sera calculé avec des taux gelés en 2020.

Mécanisme correcteur garantissant la neutralité de la réforme de la fiscalité locale

Source : Direction du budget



1.4 LES COLLECTIVITES FACE A LA CRISE

Un accompagnement de l'ensemble des collectivités face à la crise sanitaire

La LFR 3 pour 2020 prévoit des dispositifs inédits de soutien des ressources des collectivités pour un total de 4,2 Md€: un dispositif de compensation des pertes de recettes fiscales et de redevances pour le bloc communal, ainsi que pour les collectivités d'outre-mer et pour la Corse.

Le PLF 2021 tire les conséquences de cet effort, soit disant, sans précédent à destination des collectivités territoriales. En particulier, 250 M€ sont prévus au titre du « filet de sécurité » budgétaire sur les recettes fiscales du bloc communal. Mais avec les réserves vu précédemment.

1.5 CONCLUSION

Les finances du bloc communal semblent être préservées par les dispositions de cette LFI 2021. Mais il est vrai que celles-ci sont peu sensibles au contexte économique en raison de la structure de la fiscalité directe qui leur revient. Composé principalement de recettes pesant sur les ménages (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties, taxe d'enlèvement sur les ordures ménagères), ce panier de recettes est structurellement dynamique et représente 51,8 Md€ en 2019 soit 77% du total de leurs ressources fiscales.

Malgré tout, la réforme de la fiscalité qui s'est engagée depuis la suppression progressive de la taxe d'habitation et les mesures visant à protéger le tissu économique, laisse planer quelques doutes quant à la pérennité de cette structure de fiscalité directe, sans parler de l'autonomie financière des collectivités comme la nôtre à qui il ne restera que le levier du taux de taxe foncière pour équilibrer leur budget.

2) LA CONSTRUCTION BUDGETAIRE POUR L'ANNEE 2021

Les grands objectifs de ce début de mandat sont les suivants :

1 > Conduire la 1ère année du PPI qui se traduit par la poursuite et le lancement d'opérations majeures en termes :

* de confortement de nos sites naturels privilégiés à savoir le Rocher et la falaise de Massacan,
* de valorisation de notre patrimoine bâti avec la reconstruction de l'école maternelle Séverine Mignoné, la réhabilitation de la Maison Communale Gérard Philipe et la construction d'un pôle culturel de 350 places.

2 > Mener une stratégie financière préservant un autofinancement satisfaisant nous permettant à la fois d'investir, de limiter le recours à l'emprunt et d'éviter une hausse de la Taxe Foncière.

2.1 RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

A. Les masses budgétaires

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes de fonctionnement	38 814 077	37 016 248	37 990 634	38 928 883	43 369 500	41 148 811	38 251 396	38 372 341
Dépenses de fonctionnement	37 668 626	33 533 377	34 283 706	34 444 455	34 606 188	34 929 145	35 084 587	35 240 942
dont intérêts de la dette	145 834	225 110	237 506	229 786	222 036	373 980	357 126	340 361
Recettes d'investissement	6 520 380	7 862 294	5 301 704	2 238 747	8 830 020	3 997 534	3 619 674	2 222 140
dont emprunts souscrits	2 101 422	1 029 791	0	0	4 000 000	0	0	0
Dépenses d'investissement	15 579 684	9 326 457	9 568 054	12 426 016	15 784 267	12 642 583	5 359 438	4 776 938
dont capital de la dette	158 581	351 393	383 784	391 746	399 997	608 313	625 168	642 668
dont P.P.I	12 475 107	8 920 794	9 130 000	11 980 000	15 330 000	11 980 000	4 680 000	4 080 000

La mise en place de notre PPI est assise sur une prospective financière qui nous permet de planifier les différents chantiers en cours et à venir. L'année 2019, ici en rétrospective sert de référence pour permettre d'apprécier les masses budgétaires mises en œuvre. A noter toutefois que les dépenses de fonctionnement sont à minorer des provisions constituées cette année-là, soit 4 123 000 euros, ramenant le montant des dépenses de fonctionnement à 33 454 626 €.

Rappel : à partir de 2019, le budget de la ville n'intègre plus les services liés à la voirie et les ordures ménagères. L'ensemble a été transféré à la Métropole entre 2017 et 2018.

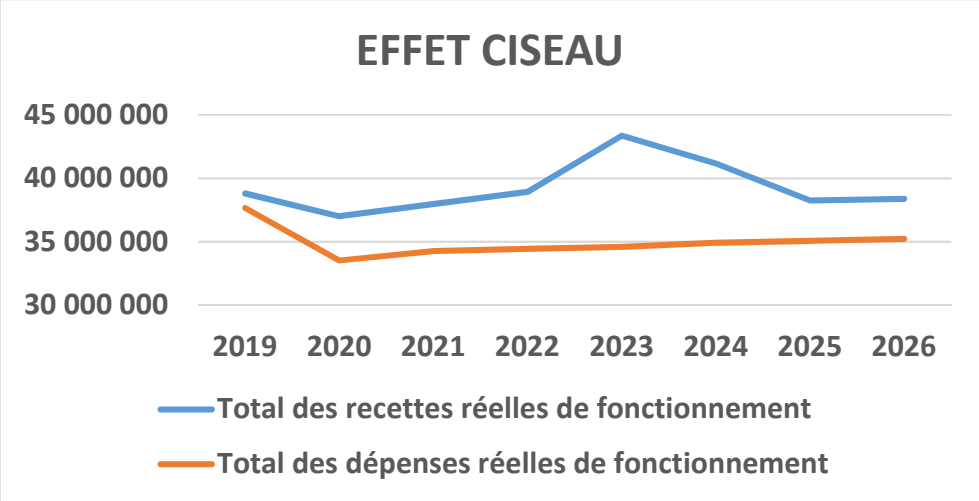
B. Les soldes financiers

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne de gestion	1 266 885	3 707 981	3 944 433	4 714 214	8 985 348	6 593 646	3 523 934	3 471 760
Epargne brute	1 121 051	3 482 871	3 706 927	4 484 428	8 763 312	6 219 666	3 166 808	3 131 399
Epargne nette	962 470	3 131 478	3 323 143	4 092 682	8 363 315	5 611 353	2 541 640	2 488 731

L'épargne dégagée de la section de fonctionnement doit être préservé pour nous garantir un autofinancement suffisant de la section d'investissement et règlementairement pour assurer le remboursement de la dette. Dette qui évoluera car il sera nécessaire de contracter un nouvel emprunt. Néanmoins, et nous le verrons par la suite, l'endettement de la ville restera bien en dessous des moyennes nationales.

L'année 2021 devra respecter la ligne directrice présentée dans ce tableau afin de préserver l'équilibre financier du mandat. L'épargne nette dégagée sera transposée au budget primitif en dépenses de fonctionnement au chapitre 023, constituant le virement à la section d'investissement, à minima au montant affiché, même si l'équilibrage annuel du BP n'est pas encore arrêté.

C. L'effet de ciseau



La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.
La situation se maintiendra, toutefois, malgré la baisse des dotations et au regard des compensations fiscales qui restent encore floues au niveau de la suppression de la TH. Les dépenses et les recettes de fonctionnement devront faire l'objet d'une attention particulière.

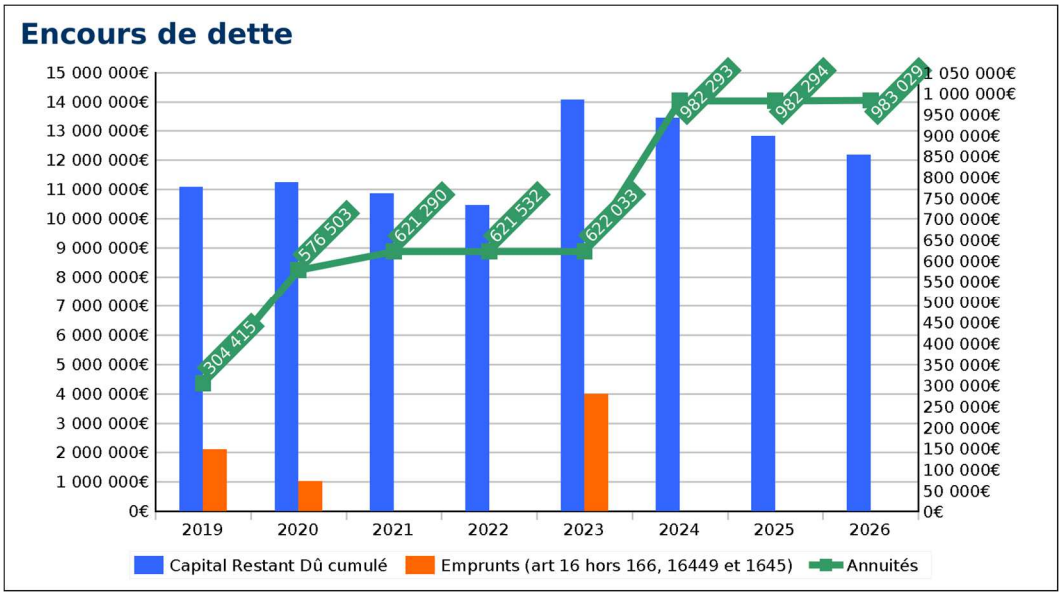
D. Le fonds de roulement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Fonds de roulement en début d'exercice	12 889 377	4 975 525	6 994 233	6 434 811	731 970	2 541 036	115 653	1 542 697
Résultat de l'exercice	-7 913 852	2 018 708	-559 422	-5 702 841	1 809 066	-2 425 383	1 427 044	576 602
Fonds de roulement en fin d'exercice	4 975 525	6 994 233	6 434 811	731 970	2 541 036	115 653	1 542 697	2 119 298

Le fonds de roulement en fin d'exercice, autrement dit le résultat de clôture comptable, ou encore l'excédent, nous permet d'appréhender nos réserves, ou nos marges de manœuvres financières qui seront intégrées aux budgets suivants, en général, par le biais du budget supplémentaire.

La prospective présentée ici est construite sur des simulations tenant compte des reprises de provisions constituées au mandat précédent. Reprises justifiées par la mise en œuvre des travaux qui permettront d'éviter les « catastrophes naturelles » en jeu. Le premier de nos objectifs sera ainsi respecté.

2.2 L'ENDETTEMENT



	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ratio	9,9 ans	3,2 ans	2,9 ans	2,3 ans	1,6 ans	2,2 ans	4,1 ans	3,9 ans

La simulation présentée sur ces graphiques, a été calculée sur la base d'un taux moyen du stock de dette à 4%. Or notre dette actuelle affiche un taux moyen de 2%, soit moitié moins que la simulation. Le nouvel emprunt prévu en 2023, restera semble-t-il sur le profil actuel de nos emprunts, même si la situation viendrait à se détériorer d'ici là. A

titre d'exemple, l'annuité 2024 d'un montant de 982 293 €, serait ramenée à 924 000€. Des économies sont donc possibles, de même qu'il n'est pas encore certain que ce nouvel emprunt soit réalisé. Cette simulation, dont les paramètres ne sont pas modifiables pour l'instant, nous laisse entrevoir notre ratio de désendettement qui restera bien en dessous des moyennes des villes de même strate.

2.3 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

A. LA FISCALITE DIRECTE ET INDIRECTE

	2019	2020	2021
Taxe d'habitation			
Base nette imposable taxe d'habitation	36 687 041	37 118 000	37 452 062
Taux taxe d'habitation	16,96%	16,96%	16,96%
Produit de la taxe d'habitation	6 222 122	6 295 213	6 351 870
Taxe sur le foncier bâti			
Base nette imposable taxe foncière sur le bâti	41 635 818	42 311 000	42 691 799
Taux taxe foncière sur le bâti	30,40%	30,40%	30,40%
Produit de la taxe foncière sur le bâti	12 657 289	12 862 544	12 978 307
Taxe sur le foncier non bâti			
Base nette imposable taxe foncière sur le non bâti	102 597	97 300	98 176
Taux taxe foncière sur le non bâti	74,48%	74,48%	74,48%
Produit de la taxe foncière sur le non bâti	76 414	72 469	73 121
Produit des taxes directes (73111)	**18 955 825**	**19 230 226**	**19 403 298**

Face aux incertitudes économiques, sanitaires, sociales et financières que nous avons traversé et que nous subissons toujours, face au peu de marges de manœuvre que nous laisse l'Etat, face à la volonté affichée de ce dernier de prendre en mains les ressources des collectivités territoriales par le biais de reversement de fiscalité sous forme de dotations qui finiront, comme la DGF, par se dissoudre au fil des lois de finances, nous avons décidé de baser nos calcul sur la fiscalité, à périmètre constant et taux constants.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Attribution de compensation (art 7321)	7 074 275	7 074 275	6 700 000	6 700 000	6 700 000	6 700 000	6 700 000	6 700 000
Dotations de solidarité communautaire (art 7322)	488 834	488 834	488 834	488 834	488 834	488 834	488 834	488 834
FPIC (art 73223)	259 136	259 136	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000
Taxes pour utilisation des services publics et du	171 490	70 000	172 000	172 000	172 000	172 000	172 000	172 000
Taxe sur les pylones (art 7343)	9 712	9 800	9 800	9 800	9 800	9 800	9 800	9 800
Taxe sur l'électricité (art 7351)	452 764	455 000	500 000	502 500	505 013	507 538	510 075	512 626
Taxes sur la publicité (art 7368)	496 690	250 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Taxe additionnelle aux droits de mutation (art 7381)	1 436 990	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000
Autres taxes (Autres articles chap 73)	- 0	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
TOTAUX	10 389 890	10 027 045	10 040 634	10 043 134	10 045 647	10 048 172	10 050 709	10 053 260

Une composante importante de la fiscalité indirecte est l'attribution de compensation versée par la Métropole. Celle-ci est appelée à baisser à partir de 2021 par le jeu des clauses de revoyure prévues dans nos conventions. Les autres composantes de la fiscalité indirecte devraient se maintenir à des niveaux identiques au mandat précédent. A surveiller toute fois la taxe additionnelle aux droits de mutation dont les recettes semblent pérennisées, mais qui pourraient voir ses modalités d'attribution modifiées par les réformes en cours.

B. LES AUTRES RECETTES (DONT RECETTES TARIFAIRES)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Atténuation de charges (chap 013)	392 780	382 200	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Produits des services (chap 70)	2 844 082	1 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Rôles supplémentaires	63 067	0	0	0	0	0	0	0
Surtaxe sur les logements vacants	20 202	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits de gestion courante (chap 75)	702 393	830 141	830 141	830 141	830 141	830 141	830 141	830 141
Produits financiers (chap 76)	98 106	98 000	98 000	98 000	98 000	98 000	98 000	98 000
Produit des cessions d'immobilisations (art 775)	24 400	0	0	0	0	0	0	0
Produits exceptionnels (chap 77 hors 775)	164 298	98 600	98 600	98 600	98 600	98 600	98 600	98 600
Reprises sur provisions (chap 78 mvt réel)	755 997	1 200 000	0	900 000	5 300 000	3 000 000	0	0
TOTAUX	**5 065 326**	**3 608 941**	**4 426 741**	**5 326 741**	**9 726 741**	**7 426 741**	**4 426 741**	**4 426 741**

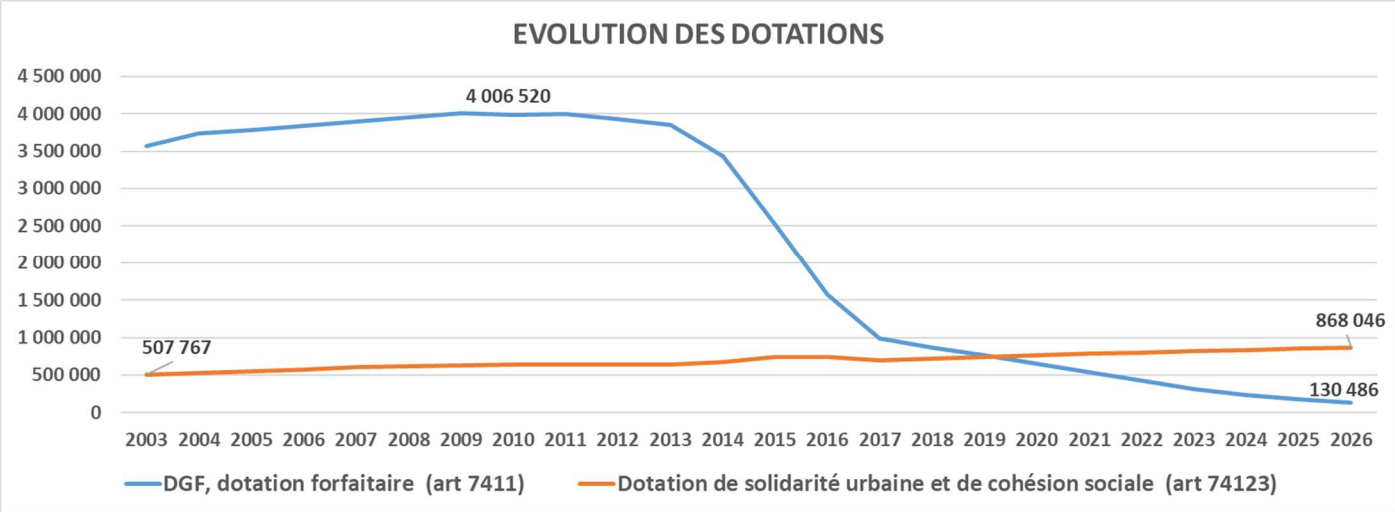
Les produits des services (chapitre 70), ou recettes tarifaires, connaissent actuellement une baisse remarquable du fait, principalement de l'inactivité de certains services durant la période de confinement, mais aussi de la gratuité des occupations du domaine public sur les périodes de confinement, étendue à la période estivale, et l'exonération des loyers pour nos baux commerciaux sur cette même période. Ils ont été évalués à 1 millions d'euros en 2020 au lieu de 3 millions en situation normale. L'année 2021 a été évaluée à 3 millions d'euros en espérant que le dé-confinement sera total à ce moment-là. Une légère hausse des tarifs est à envisager pour maintenir les niveaux présentés.

Nous retrouvons dans cette section, les reprises sur provisions qui seront à effectuer au fil de l'avancement de notre PPI. L'année 2021 ne comprend pas ces opérations. Aucune délibération ne sera donc présentée au Conseil Municipal qui comprendra le Budget Primitif 2021.

Les autres chapitres ont été évalué à minima par prudence.

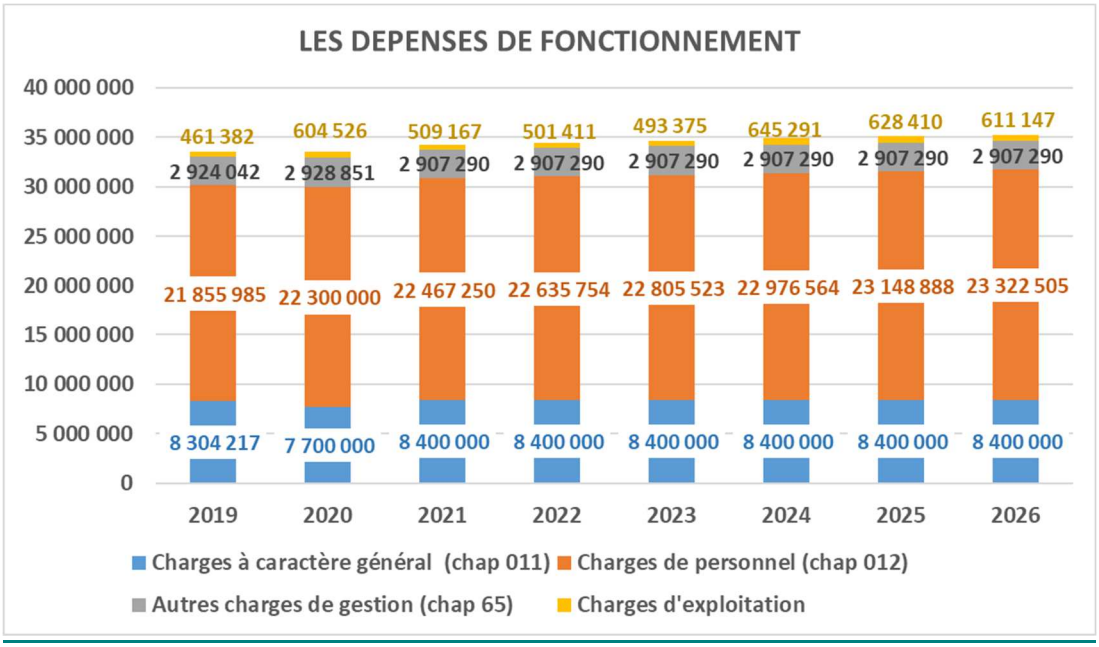
C. LES DOTATIONS

Tableau d'information pour DF	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dotation forfaitaire	**763 613**	**649 338**	**534 030**	**420 175**	**302 275**	**181 234**	**57 020**
dotation forfaitaire n-1			649 338	534 030	420 175	302 275	181 234
évolution population			214	1 711	642	642	642
écrêtement			-115 522	-115 566	-118 542	-121 683	-124 856
Tableau d'information pour DSU	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Dotation de solidarité urbaine	**744 273**	**769 789**	**793 507**	**818 625**	**843 867**	**869 117**	**894 375**
hors abondement			769 789	793 507	818 625	843 867	869 117
abondement			23 718	25 118	25 242	25 250	25 258



Il semble évident que les dotations de l'Etat ne vont pas nous aider à sauvegarder nos marges de manœuvre. 2021 subira une baisse de 91 804 euros, certes, peu de chose comparé à ce qui a déjà été perdu.

2.4 LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

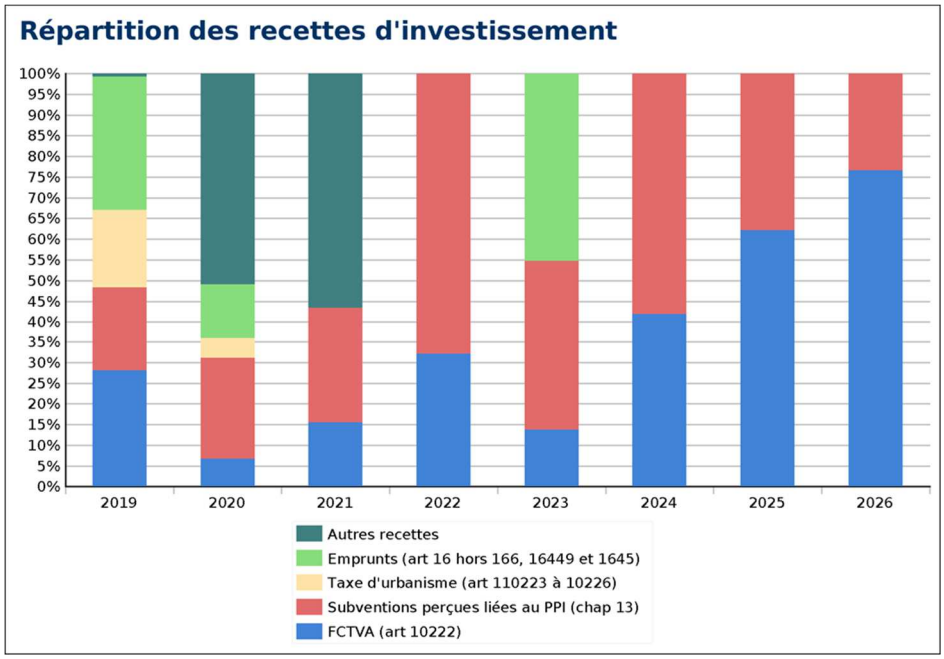


	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
TOTAUX	33 545 626	33 533 377	34 283 706	34 444 455	34 606 188	34 929 145	35 084 587	35 240 942
PREVISION D'EVOLUTION		-0,04%	2,24%	0,47%	0,47%	0,93%	0,45%	0,45%

Les dépenses réelles de fonctionnement devront être maitrisées avec une évolution d'environ 0.5% par an, mais les volumes budgétaires des différents chapitres ont été fixés au-dessus des volumes moyens précédents (+0.20%).

L'exercice de maitrise, certes difficile, sera toutefois à reconsidérer au regard des résultats de comptes administratifs à venir. Cette prospective sera revisitée tous les ans en conséquence.

2.5 LES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT



Le Fonds de compensation de la TVA

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 833 463	527 229	821 119	719 342	1 210 615	1 678 129	2 252 269	1 702 735

La mise en place de notre PPI génère automatiquement un remboursement de TVA par le fonds de compensation. Le volume important de notre PPI est mis en lumière dans ce graphique qui montre l'évolution et la part grandissante de cette recette dans l'ensemble de nos moyens de financement de notre équipement.
2021 est l'une des années les moins dotées en FCTVA, puisque les programmes d'investissement de l'année n-2 comprenaient principalement les travaux de la résidence Marie Curie qui n'étaient pas éligibles au FCTVA.

Les subventions reçues

c	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 321 364	1 922 338	1 480 585	1 519 405	3 619 405	2 319 405	1 367 405	519 405

Les subventions inscrites dans les différents programmes du mandat présenté dans le PPI 2020/2026, sont des recettes en principe certaines. Ce qui veut dire que d'autres subventions seront demandées (Massacan, le Rocher, et plus). Ces fonds propres qui entrerons dans le financement de la section d'investissement laisseront ainsi notre autofinancement profiter à la section de fonctionnement.

Taxe d'urbanisme

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 216 813	375 336	0	0	0	0	0	0

Celle-ci devait être perçue par la Métropole et reversée par moitié aux Communes. Mais Les services des finances Publiques n'ont pas réussi à mettre les procédures en place et les villes ont continué à percevoir cette taxe jusqu'à cette année. Mais, dans le cadre de la loi de finances pour 2021, le remède a été trouvé. La Direction des finances ne reversera plus rien avant d'avoir fait les répartitions nécessaires entre les Villes et leur Métropole. Espérons que cette fois-ci, le mise en place sera effective et rapide. Sinon cette taxe disparaitra…
Par prudence, aucune recette n'a été prévue dans cette prospective.

Les emprunts

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
2 101 422	1 029 791	0	0	4 000 000	0	0	0

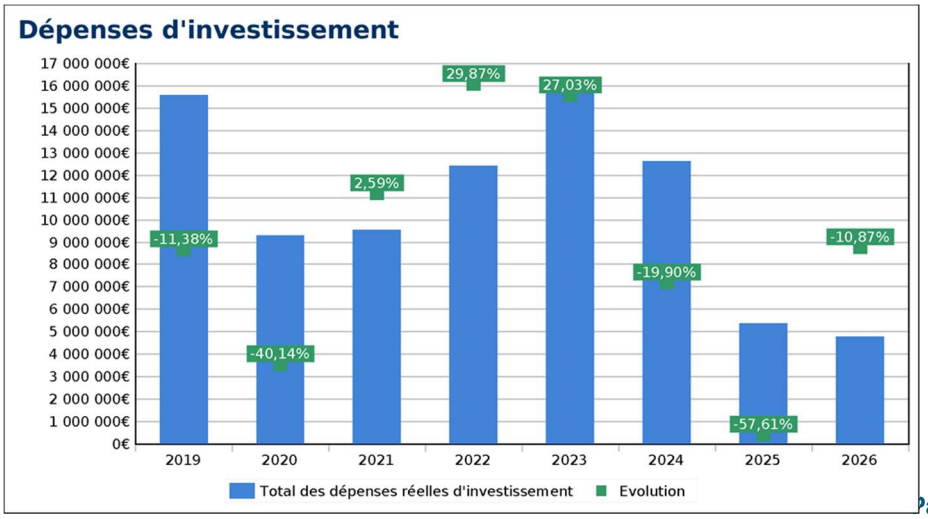
En 2019 et 2020 nous avons encaissé le solde des emprunts pour la Résidence Marie Curie. Un seul emprunt de 4 millions d'euros a donc été prévu au financement du PPI 2020/2026.

Les recettes diverses

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
47 317	4 007 600	3 000 000	0	0	0	0	0

Il s'agit ici de la reprise des titres de participations à la SLE Caisse d'Epargne, soit 7 007 600 euros. Cette épargne constituée en son temps trouve ici son aboutissement dans le financement du PPI. Sans oublier que cette épargne a généré des intérêts.

2.6 LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT



Le PPI 2020/2026 se chiffre à 66.1 millions d'euros, soit 9.44 millions par an. Le pic de dépenses se situera en milieu de mandat, ce qui semble être cohérent compte tenu du temps administratif et d'analyse nécessaire au lancement de chaque chantier.

L'exercice 2020 a été une année de transition, bouleversée certes par la crise sanitaire, où nous retrouvons des opérations du PPI 2014/2019 qui se clôturent, comme par exemple Marie Curie ou le tennis de table de La Planquette, et le nouveau PPI avec des opérations comme l'extension du cimetière ou les travaux à Massacan.
2021 sera l'année de préparation à ce vaste programme qui s'annonce et affichera 9,13 millions d'euros de travaux d'équipement, et concernera les chantiers suivants :

Libellé	2021	Libellé	2021
PA 1 - ENTRETIEN DU PATRIMOINE	1 300 000	PPI 18 - FACADES ECOLES	150 000
PA 3 - MATERIEL DE TRANSPORT	50 000	PPI 204 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	1 600 000
PA 4 ADM - MOBILIER ADM. GENERALE	100 000	PPI 48 - REHAB. GYMNASE TROIN	200 000
PA 4 EHPAD - MOB. MAT. EHPAD	50 000	PPI 53 - PÔLE CULTUREL	700 000
PA 4 PP - MAT. MOB. POLITQUES PUB.	80 000	PPI 60 - EXTENSION DU CIMETIERE	600 000
PA 4 ST - MOB. MAT. SERV. TECHNIQUES	150 000	PPI 62 - RENOVATION ECLAIRAGE EQUIP. SPORTIFS	100 000
PA 5 - MATERIEL INFORMATIQUE	200 000	PPI 63 - VIDEO PROTECTION	50 000
PA 17 - FRAIS D'URBANISME	50 000	PPI 67 - CONFORTEMENT DU ROCHER	1 050 000
		PPI 68 - EXTENSION SALLE DE BOXE G. MOQUET	400 000
		PPI 69 - VILLA JEANNE	100 000
		PPI 71 - RECONSTRUCTION ECOLE MIGNONE	300 000
		PPI 74 - MASSACAN	1 500 000
		PPI 76 - AMENAGEMENT URBAIN J. JAURES	300 000
		PPI 77 - AMENAGEMENT CENTRE VILLE	100 000
Total dépenses PA	**1 980 000**	**Total dépenses PPI**	**7 150 000**

Ces propositions de dépenses d'investissement pour 2021 s'intègrent dans le Programme pluriannuels d'investissement.

Le Plan Pluriannuel d'Investissement

Le programme pluriannuel d'investissement ayant déjà été détaillé dans la délibération ad hoc, il est inutile d'y revenir.

Pour rappel :

Libellé	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
PA 1 - ENTRETIEN DU PATRIMOINE	1 663 272	1 300 000	1 300 000	1 300 000	1 300 000	1 300 000	1 300 000	9 463 272
PA 3 - MATERIEL DE TRANSPORT	38 000	50 000	50 000	0	0	0	0	138 000
PA 4 ADM - MOBILIER ADM. GENERALE	180 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	780 000
PA 4 EHPAD - MOB. MAT. EHPAD	200 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	500 000
PA 4 PP - MAT. MOB. POLITQUES PUB.	100 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	580 000
PA 4 ST - MOB. MAT. SERV. TECHNIQUES	170 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	1 070 000
PA 5 - MATERIEL INFORMATIQUE	360 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 560 000
PA 17 - FRAIS D'URBANISME	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	350 000
Total dépenses PA	**2 761 272**	**1 980 000**	**1 980 000**	**1 930 000**	**1 930 000**	**1 930 000**	**1 930 000**	**14 441 272**
PPI 18 - FACADES ECOLES	0	150 000	150 000					300 000
PPI 204 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	2 820 070	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	12 420 070
PPI 45 - AIRES MULTISPORTS	1 898							1 898
PPI 46 - TENNIS DE TABLE - PLANQUETTE	508 481							508 481
PPI 48 - REHAB. GYMNASE TROIN	300 000	200 000						500 000
PPI 51 - RECONSTRUCTION PAULINE ROLLAND	218							218
PPI 53 - PÔLE CULTUREL	300 000	700 000	1 500 000	7 500 000	7 100 000	0	0	17 100 000
PPI 54 - RECONSTRUCTION MARIE-CURIE	1 715 563	0						1 715 563
PPI 55 - PETITE ENFANCE - A. FRANK	165 000	0						165 000
PPI 60 - EXTENSION DU CIMETIERE	71 292	600 000	900 000	1 000 000				2 571 292
PPI 61 - RENOVATION COURS D'ECOLES	0	0	0	300 000				300 000
PPI 62 - RENOVATION ECLAIRAGE EQUIP. SPORTIFS	0	100 000						100 000
PPI 63 - VIDEO PROTECTION	40 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	340 000
PPI 67 - CONFORTEMENT DU ROCHER	93 000	1 050 000						1 143 000
PPI 68 - EXTENSION SALLE DE BOXE G. MOQUET	55 000	400 000						455 000
PPI 69 - VILLA JEANNE	0	100 000	100 000	100 000	300 000	1 100 000	0	1 700 000
PPI 70 - CRÊCHE LES LUCIOLES	4 000	0	200 000	1 000 000	1 000 000			2 204 000
PPI 71 - RECONSTRUCTION ECOLE MIGNONE	0	300 000	1 850 000	1 850 000				4 000 000
PPI 73 - VALORISATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE	0	0	150 000					150 000
PPI 74 - MASSACAN	85 000	1 500 000	1 500 000					3 085 000
PPI 75 - PHOTOVOLTAIQUE SUR LES BATIMENTS		0	0	0	0	0	200 000	200 000
PPI 76 - AMENAGEMENT URBAIN J. JAURES		300 000	0					300 000
PPI 77 - AMENAGEMENT CENTRE VILLE		100 000	2 000 000	0	0	0	0	2 100 000
PPI 78 - RECONSTRUCTION LES GARDINOUX							100 000	100 000
PPI 79 - GYMNASE 2.0 MUTUALISE			0	0	0	0	200 000	200 000
Total dépenses PPI	**6 159 522**	**7 150 000**	**10 000 000**	**13 400 000**	**10 050 000**	**2 750 000**	**2 150 000**	**51 659 522**
Total dépenses PA+PPI	**8 920 794**	**9 130 000**	**11 980 000**	**15 330 000**	**11 980 000**	**4 680 000**	**4 080 000**	**66 100 794**

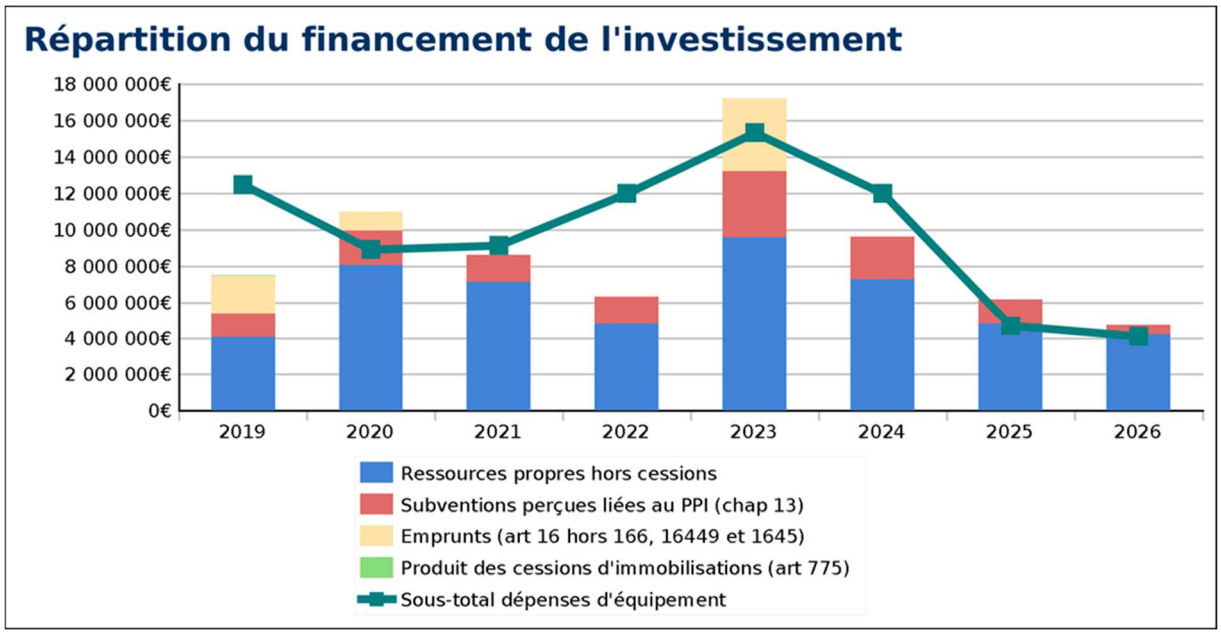
Le financement de ce programme est essentiel à son bon déroulement. Les reprises de provisions et des titres de participation à la SLE Caisse d'Epargne sont des éléments d'importance dans ce financement, sans oublier la perspective d'un emprunt de 4 millions d'euros qui sera éventuellement à mobiliser. Mais la composante la plus importante et même habituelle, est notre autofinancement qui restera assez confortable pour notre gestion.

Le financement du Plan Pluriannuel d'Investissement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne nette (a)	962 470	3 131 478	3 323 143	4 092 682	8 363 315	5 611 353	2 541 640	2 488 731
FCTVA (b)	1 833 463	527 229	821 119	719 342	1 210 615	1 678 129	2 252 269	1 702 735
Autres recettes (c)	1 264 131	4 382 936	3 000 000	0	0	0	0	0
Produit de cessions (d)	24 400	0	0	0	0	0	0	0
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	4 084 464	8 041 644	7 144 262	4 812 024	9 573 930	7 289 482	4 793 909	4 191 466
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	1 321 364	1 922 338	1 480 585	1 519 405	3 619 405	2 319 405	1 367 405	519 405
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	2 101 422	1 029 791	0	0	4 000 000	0	0	0
Financement total h = (e+f+g)	7 507 250	10 993 772	8 624 847	6 331 429	17 193 335	9 608 887	6 161 314	4 710 871

L'exercice 2021 verra donc la reprise des derniers titres de participation à la SLE CE pour un montant de 3 millions d'euros qui viendront se rajouter aux 1 480 585 € de subventions notifiées. Sur l'ensemble du mandat, ces subventions se répartissent de la manière suivante :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Autres	0	1 084 730	0	0	0	0	0	0	1 084 730
Département	0	237 000	665 000	1 000 000	1 000 000	800 000	800 000	400 000	4 902 000
Etat et établissements régionaux	0	190 000	0	0	0	0	0	0	190 000
Région	0	78 608	270 000	400 000	400 000	400 000	300 000	0	1 848 608
TPM	75 810	332 000	397 585	119 405	2 219 405	119 405	119 405	119 405	3 502 420
caf	0	0	148 000	0	0	1 000 000	148 000	0	1 296 000
Total	**75 810**	**1 922 338**	**1 480 585**	**1 519 405**	**3 619 405**	**2 319 405**	**1 367 405**	**519 405**	**12 823 758**



3) DONNEES RH

Structures des effectifs :

Historique : (base bilan social de 2019)

Répartition des effectifs rémunérés par statuts	2019
Titulaires et Stagiaires dont :	389
Détachés dans la collectivité	5
Mis à disposition	1
Contractuels	57
Personnes en Emplois Aidés rémunérées au 31/12	0
Collaborateurs de cabinet	2
Assistantes maternelles	25
Apprentis	0
	473

Répartition par filières - Titulaires et stagiaires	2019
Filière Administrative	103
Filière Technique	179
Filière Sociale et Médico-Sociale	48
Filière Culturelle	18
Filière Sportive	6
Filière Police	22
Filière animation	8
Emplois fonctionnels	5
	389

Répartition par sexe	2019
TITULAIRES - STAGIAIRES	
HOMMES	155
FEMMES	234
CONTRACTUELS	
HOMMES	11
FEMMES	46

REPARTITION DES EFFECTIFS BRUTS ET EN ETP PERMANENTS AU 31 DECEMBRE 2019 SELON LE STATUT ET LA CATEGORIE HIERARCHIQUE				
Catégories	**A**	**B**	**C**	**Total**
Titulaires	28	50	311	**389**
Contractuels dont :	2	0	25	**27**
Emplois de Direction	0	0	0	**0**
Collaborateurs de cabinet	2	0	0	**2**
Nombre total des agents	**30**	**50**	**336**	**416**
Catégories	**A**	**B**	**C**	**Total**
Titulaires	26,05	46,67	305,79	**378,51**
Non titulaires dont :	2		25	**27**
Emplois de Direction	0	0	0	**0**
Collaborateurs de cabinet	2	0	0	**2**
Nombre total des agents	**28,05**	**46,67**	**330,79**	**405,51**

Evolution des effectifs de la Ville de la Garde de 2017 à 2019			
Période	Postes pourvus	Postes vacants	Emplois budgétaires
31.12.2017	534	108	642
31.12.2018	518	66	584
31.12.2019	421	77	498

4) CONCLUSION

La préparation du budget primitif 2021 s'inscrira donc dans une stratégie financière qui devra préserver une épargne de gestion d'environ 4 millions d'euros, qui ne fera pas recours à l'emprunt et qui n'appliquera pas de hausse du taux de taxe foncière.

Les opérations d'investissement majeures que sont :

1 - les travaux de confortement du Rocher à hauteur de 1,05 millions d'euros €

2 - les travaux de confortement de la falaise du Massacan à hauteur de 1,5 millions d'euros €,

3 - la reconstruction de l'école maternelle Séverine Mignoné à hauteur de 4 millions d'euros sur la durée du mandat et 300 000 € pour l'année 2021,

4 - la réhabilitation de la Maison Communale Gérard Philipe et la construction d'un pôle culturel de 350 places à hauteur de 17,1 millions d'euros sur la durée du mandat et 700 000 € pour l'année 2021,

Représentent 46% des programmes pluriannuels et même 60% sans compter l'Attribution de Compensation à verser à la Métropole.

Les grands objectifs définis par Monsieur le Maire pour l'exercice 2021 sont ainsi respectés. Et l'ensemble de ce Rapport d'Orientation Budgétaire comporte les données essentielles à un débat démocratique.